



À Toulouse, le 19 avril 2021

Premier confinement : des conséquences financières plus importantes pour les ménages résidant sur le littoral ou en Haute-Garonne

Alors que les mesures de lutte contre la Covid-19 se sont renforcées ces derniers jours, un retour sur les conséquences financières du premier confinement s'avère utile. En Occitanie, une personne sur quatre déclare que la situation financière de son ménage s'est dégradée lors du premier confinement de la population au printemps 2020 en lien avec le net ralentissement de l'activité économique. Cependant, tous les foyers ne sont pas touchés de la même manière : parmi les plus modestes, 35 % déclarent subir une perte de revenus. Les retraités, moins affectés que les actifs par les répercussions économiques du confinement, ne sont que 6 % dans ce cas.

Des disparités marquées existent entre les départements d'Occitanie, liées aux tissus productifs locaux et aux caractéristiques de la population. La situation financière des ménages se détériore plus souvent dans l'Aude, le Gard, en Haute-Garonne et dans l'Hérault. Dans les départements plus ruraux, où la part des retraités est plus élevée, les pertes de revenus sont moins fréquentes.

Alors qu'un couvre-feu et des mesures renforcées sont entrés en vigueur depuis le 3 avril 2021 sur l'ensemble du territoire métropolitain pour lutter contre l'épidémie de Covid-19, l'enquête EpiCov ([source](#)), qui a eu lieu en mai 2020, permet un retour sur les conditions de vie lors du premier confinement¹, en particulier sur ses conséquences financières pour les ménages.

Un enquêté sur quatre perçoit une dégradation de sa situation financière

En mai 2020, 23 % des personnes âgées de 15 ans ou plus résidant en Occitanie déclarent que la situation financière de leur ménage s'est dégradée lors du premier confinement, une valeur comparable à celle observée au niveau national. La situation est restée stable pour 68 % des habitants alors que 9 % des personnes n'ont pas d'opinion ou estiment que leurs ressources financières se sont améliorées.

Cette situation s'explique essentiellement par la chute de l'activité économique. En effet, la baisse de la demande, la fermeture de la plupart des commerces (hors alimentaires), des services personnels et des hôtels-café-restaurants ont touché de plein fouet l'économie. Le niveau d'activité en Occitanie, estimé à partir du nombre d'heures de travail rémunérées par les employeurs, aurait reculé de plus de 20 % au cours du deuxième trimestre 2020 par rapport au deuxième trimestre 2019.

¹ Du 17 mars au 11 mai 2020



À Toulouse, le 19 avril 2021

Premier confinement : des conséquences financières plus importantes pour les ménages résidant sur le littoral ou en Haute-Garonne

Des conséquences financières du confinement inégales selon les ménages

Lors du premier confinement, la dégradation financière perçue est d'autant plus fréquente que le revenu du foyer était initialement faible. Parmi les 10 % des ménages dont le niveau de vie est le plus faible, 35 % des personnes interrogées déclarent avoir subi une perte de revenu. Cette part est plus de deux fois supérieure à celle enregistrée parmi les 10 % des foyers les plus aisés.

Les retraités, dont les pensions ne sont pas impactées par le contexte économique, sont davantage épargnés par les conséquences financières du confinement : comme au niveau national, seuls 6 % déclarent une baisse de revenus. À l'opposé, 32 % des actifs en emploi ressentent une perte financière, une part supérieure à la moyenne nationale.

Même si les mesures exceptionnelles de soutien à l'activité, notamment le recours à l'activité partielle ou au télétravail, ont permis d'amortir les conséquences financières de cette crise pour les actifs en emploi, elles ne sont pas accessibles à tous de la même façon. Les effets financiers du confinement sont beaucoup plus marqués pour les artisans et les commerçants, directement touchés par la chute de l'activité. En Occitanie, 56 % déclarent avoir subi une perte de revenus, soit légèrement plus qu'en moyenne nationale (53 %).

Les ouvriers, dont plus de la moitié ont été mis en activité partielle (en partie ou totalement), font également partie des plus touchés. Comme au niveau national, 37 % déclarent une dégradation de leur situation financière. En effet, en activité partielle, au-delà du salaire minimum, la rémunération des salariés peut baisser. À l'inverse, les cadres, qui plus fréquemment que les autres ont continué leur activité à distance, sont moins nombreux à estimer avoir subi une perte financière.

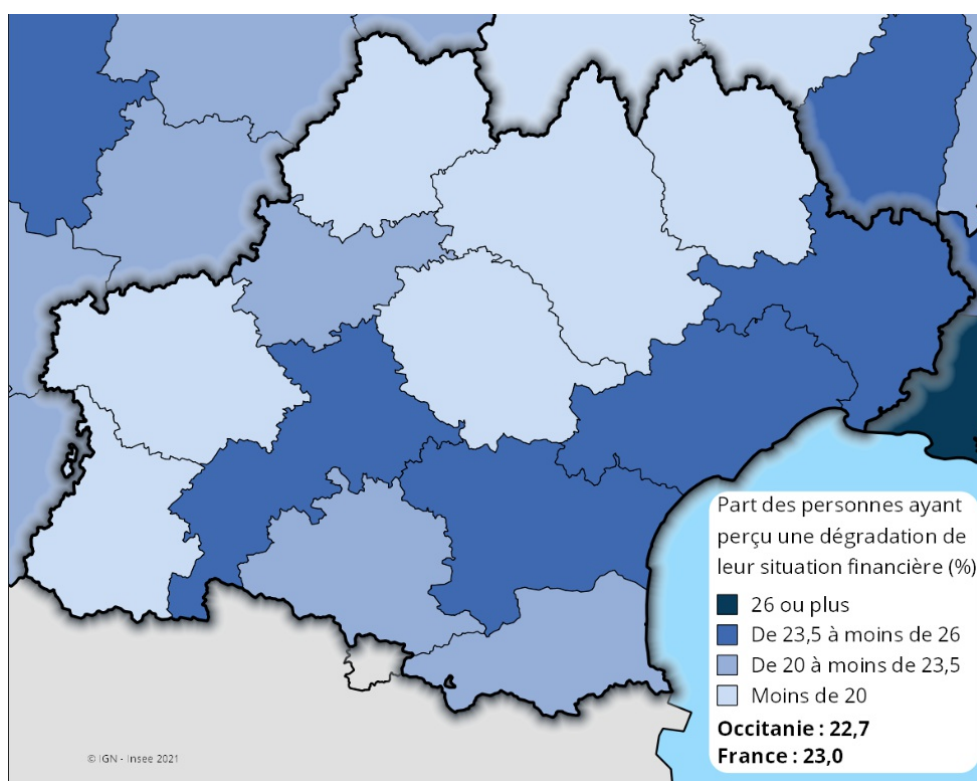
Des pertes de revenus ressenties plus fréquemment sur le littoral et en Haute-Garonne

Il existe des disparités entre les départements d'Occitanie du fait de leur tissu économique et de leurs caractéristiques sociales. Les habitants sont plus nombreux à percevoir une diminution de

À Toulouse, le 19 avril 2021

Premier confinement : des conséquences financières plus importantes pour les ménages résidant sur le littoral ou en Haute-Garonne

Figure 1 - Une perte de revenus plus souvent ressentie dans l'Aude, le Gard, en Haute-Garonne et dans l'Hérault



Champ : personnes âgées de 15 ans ou plus, résidant hors Ehpad, maisons de retraite et prisons.

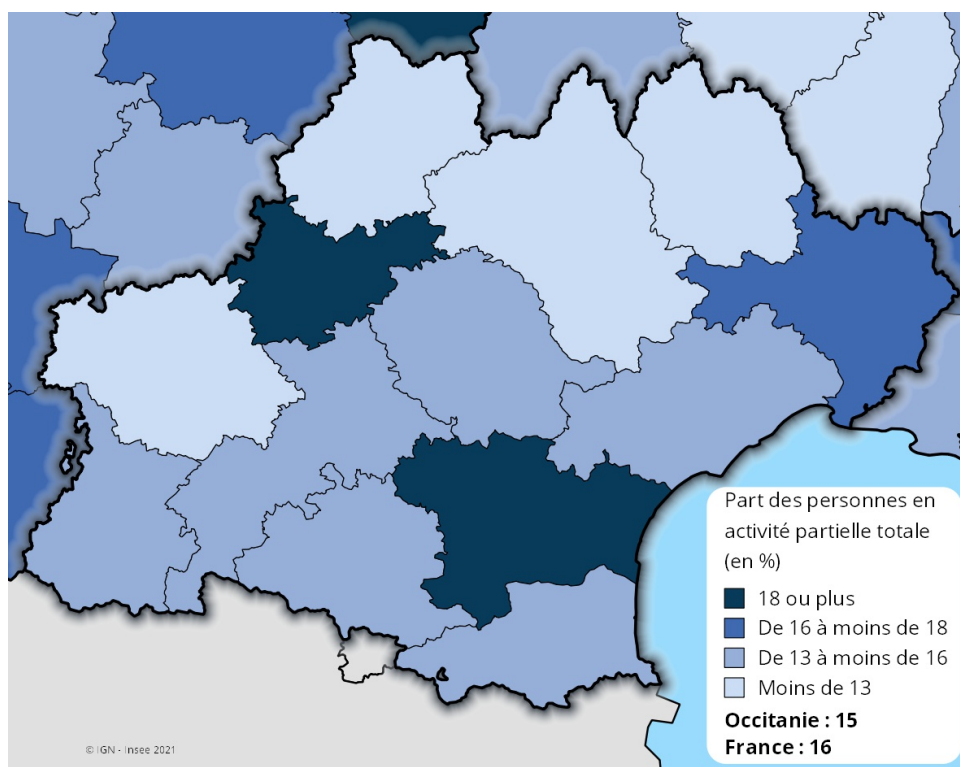
Source : Inserm-Drees, enquête EpiCov, vague 1

leurs revenus dans l'Aude, le Gard, en Haute-Garonne et dans l'Hérault (*figure 1*). Sur le littoral, cette situation peut s'expliquer en partie par une pauvreté plus prégnante avant la crise et par une économie davantage tournée vers des activités liées au tourisme mises à l'arrêt pendant le confinement. Le département de l'Aude, le plus touché de la région, a un profil particulier. Malgré la présence massive de retraités, la part des habitants qui estiment que leurs revenus ont baissé est un peu plus importante que dans la région (25 % contre 23 %). Hors retraités, 35 % des foyers audois déclarent une perte de revenu. Il s'agit de l'une des parts les plus élevées de France. Dans ce département, parmi les personnes ayant un faible niveau de vie, près de la moitié déclarent que leur situation financière s'est détériorée, nettement plus qu'en moyenne dans la région (35 %). Le recours

À Toulouse, le 19 avril 2021

Premier confinement : des conséquences financières plus importantes pour les ménages résidant sur le littoral ou en Haute-Garonne

Figure 2 - Un recours à l'activité partielle plus fréquent dans le Tarn-et-Garonne et dans l'Aude



Champ : personnes âgées de 15 ans ou plus, résidant hors Ehpad, maisons de retraite et prisons.

Source : Inserm-Drees, enquête EpiCov, vague 1

au chômage partiel (*figure 2*) y est aussi plus fréquent, ce qui témoigne sans doute d'un ralentissement économique plus marqué.

En Haute-Garonne et dans l'Hérault, le moindre poids des retraités ne permet pas d'amortir les effets financiers de la crise. En particulier, en Haute-Garonne, ils représentent moins du quart de la population. En revanche, le recours au télétravail, élevé dans ces deux départements, a pu jouer favorablement sur la situation financière des ménages : seules 20 % des personnes en télétravail exclusif déclarent une dégradation de leur situation financière dans ces deux départements, soit 10 points de moins que l'ensemble des personnes interrogées (hors retraités).

Des départements plus ruraux relativement épargnés

Dans les départements les moins urbanisés, la situation financière des personnes se dégrade moins souvent lors du premier confinement qu'en moyenne régionale. Dans l'Aveyron, en Lozère et dans



À Toulouse, le 19 avril 2021

Premier confinement : des conséquences financières plus importantes pour les ménages résidant sur le littoral ou en Haute-Garonne

les Hautes-Pyrénées mais aussi dans le Tarn, le Lot et le Gers, moins de 20 % de la population déclare subir une perte de revenus. Une situation qui s'explique, dans ces départements, par la forte présence de retraités, moins exposés aux conséquences financières du confinement, et par un recours à l'activité partielle globalement plus limité.

L'enquête **Épidémiologie et conditions de vie (EpiCov)** a été mise en place par la Drees, l'Inserm, Santé Publique France et l'Insee dans le contexte de la pandémie de Covid-19. Son objectif est double : estimer la dynamique de l'épidémie à un niveau national et départemental et étudier l'effet du confinement et de l'épidémie sur les conditions de vie. La première vague de l'enquête s'est déroulée entre le 2 mai et le 2 juin 2020, à cheval entre le premier confinement de la population et le début du déconfinement. 135 000 personnes âgées de 15 ans ou plus au 1^{er} janvier 2020, résidant hors Ehpad, maisons de retraite et prisons, en France métropolitaine, en Martinique, en Guadeloupe et à la Réunion, ont été sélectionnées dans le fichier démographique d'origine fiscale sur les logements et les individus (Fidéli) 2018 de l'Insee et interrogées. L'enquête s'est déroulée principalement sur Internet mais aussi par téléphone : le recours à ce second mode permettant d'augmenter le taux de participation et d'interroger des personnes sans accès Internet ou en ayant un usage limité, et d'assurer ainsi la représentativité des réponses recueillies. Les niveaux de vie sont connus grâce à la base Fidéli. L'enquête comprend des questions détaillées sur la situation vis-à-vis de l'emploi (notamment sur l'activité partielle), les conditions de travail, en particulier le recours au télétravail et le temps de travail.

Pour en savoir plus

« [Des conséquences financières du premier confinement plus ou moins marquées selon les territoires](#) », Insee Première n° 1850, avril 2021

« [Confinement : des conséquences économiques inégales selon les ménages](#) », Insee Première n° 1822, octobre 2020

« [Conditions de vie pendant le confinement : des écarts selon le niveau de vie et la catégorie socioprofessionnelle](#) », Insee Focus n° 197, juin 2020

**La cellule Communication externe de l'Insee Occitanie
reste à votre disposition pour toute demande d'information.**